

Débat - Hongrie et Grèce : quelle place pour la démocratie ? (7.3.12)

Hongrois et Grecs sont chacun soumis à une oppression croissante de leurs états respectifs. L'autoritarisme, les répressions et les intimidations à leur encontre ne s'exercent pas selon les mêmes méthodes ou pour les mêmes raisons, mais ont en commun de mettre en question la paix et la démocratie en Europe. Sakis Dimitrakopoulos et Nicolas Bardos-Feltoronyi débattront ensemble de cette nouvelle crise européenne le 28 mars à l'heure de midi.

En Hongrie, le parti nationaliste FIDESZ a été élu dans un contexte de profonde crise économique et sociale, apparue dans les années 80, alors que la majeure partie des entreprises étaient privatisées et licenciaient à tour de bras. Aujourd'hui, le FIDESZ modifie de façon autoritaire la Constitution et les lois, a réduit considérablement la compétence de la Cour constitutionnelle, licencie ou fait licencier en masse les employés du secteur média et les travailleurs sociaux, stigmatisent les Roms. Cependant, le mouvement Szolidaritás, né en 2011, proteste contre les conditions de travail et l'abaissement du niveau de vie du grand nombre et contre le gouvernement de tendance nettement autoritaire.

En Grèce, pendant les dernières décennies, une classe politique clientéliste n'a opéré aucune modification bénéfique d'une structure économique largement étatisée. Depuis la crise de la dette grecque, l'Etat baisse significativement le salaire des ses employés alors que les prix de la vie quotidienne ne cessent d'augmenter. La population a vu son niveau de vie dégringoler en 2 ans et risque de nouvelles mesures. Révoltés par la corruption ambiante, les grecs tentent de faire entendre leur voix dans la rue mais sont durement réprimés. On pourrait assister à la montée de l'extrême droite du parti "Chrissi Avgi" en Grèce dans le même contexte de déstructuration économique et de chômage qu'a connu la Hongrie comme base à la montée du FIDESZ.

Comment la Grèce et la Hongrie en sont arrivées à opprimer leurs citoyens de cette sorte ? L'Europe n'est-elle qu'une union économique ? Ou est-elle également une union politique et démocratique de paix, constituée d'Etats de droits qui protègent leurs citoyens ? Quels peuvent être nos rôles, nos actions, nos revendications de citoyens belges par rapport à ces dérives autoritaires ?

Deux **intervenants** animeront les débats avec le public :

Sakis Dimitrakopoulos : président du Centre hellénique et interculturel de Bruxelles

Nicolas Brdos-Féltoronyi : professeur émérite de géopolitique (UCL), président de la Commission "Europe : cultures et élargissement" de Pax Christi.

Aspects pratiques

Date : 28 mars 2012

Horaire : 12h30-14h

Adresse : Rue Maurice Liétart, 31/1

Personne de contact : Pascale Piron

Adresse mail : info@paxchristiwb.be

Numéro de téléphone : 02/738.08.04